

**Nations unies - Corée du Nord -  
Intervention du représentant  
permanent de la France auprès des  
Nations unies - Conseil de sécurité**  
(New York, 15 décembre 2017)

Monsieur le Président,

Madame et Messieurs les Ministres,

Je remercie la présidence japonaise pour la convocation de cette réunion importante, comme je remercie le Secrétaire général pour son intervention très éclairante.

Monsieur le Président,

La France est profondément préoccupée par la détérioration de la situation dans la péninsule coréenne et par les risques considérables qui en résultent pour notre sécurité à tous. Cette année, le régime nord-coréen aura mené vingt tirs de missiles balistiques, dont trois de nature intercontinentale, et un essai nucléaire d'une ampleur inégalée, et nous nous serons réunis à dix-sept reprises, dont douze fois en urgence. La Corée du Nord constitue aujourd'hui une menace existentielle pour nos partenaires dans la région et je tiens à les assurer de notre solidarité totale face à cette situation inacceptable. Cette accumulation sans précédent d'agissements illicites de plus en plus déstabilisateurs trace le chemin d'une dangereuse escalade. Les risques ne sont pas seulement réels et avérés. Ces risques ont d'ores et déjà atteint un niveau inacceptable et augmentent de jour en jour. C'est pourquoi l'inaction et la faiblesse ne sont pas une option.

À partir de là, et pour la France, notre action doit être guidée par trois priorités.

1/ La première priorité, c'est de faire preuve de lucidité face à l'extrême gravité de la situation. Les progrès sous tous azimuts de la Corée du Nord dans le domaine des capacités nucléaires, dans celui des capacités balistiques, et probablement dans le domaine chimique, changent profondément la donne. De régionale, la menace est devenue mondiale. De virtuelle, elle est devenue immédiate. En un mot, et ne nous y trompons pas, cette menace est sans précédent ni équivalent.

Or, le régime nord-coréen n'a jusqu'ici démontré aucune intention de reculer, au contraire. Par la poursuite au pas de charge de ses programmes nucléaires et balistique illicites, il continue de bafouer ses obligations internationales et de défier ce Conseil, et cela au détriment de sa propre population. Je relève à cet égard que la situation dramatique des droits de l'homme en Corée

du Nord ne fait que s'aggraver, comme nous avons eu l'occasion de le rappeler au début de cette semaine. Quant à la situation humanitaire, c'est bel et bien aussi le régime nord-coréen qui en est le premier responsable.

Monsieur le Président,

2/ Face à cette situation aussi dangereuse que volatile, et c'est mon deuxième point, la fermeté doit être notre ligne centrale d'action. D'abord parce que la spirale dangereuse dans laquelle s'est engagé le régime nord-coréen menace les fondements mêmes de notre système de sécurité collective, que nous avons ensemble la responsabilité de préserver. Il est essentiel de réagir à cette mise à l'épreuve du régime de non-prolifération et d'éviter toute impunité, qui ouvrirait mécaniquement la voie à d'autres remises en cause. Ce qui est en jeu, c'est notre capacité à assurer notre sécurité, mais aussi à enrayer le bouleversement des équilibres stratégiques en Asie et, au-delà, la stabilité stratégique qui fonde la paix et la sécurité.

Dans ce cadre, notre action doit articuler deux volets principaux :

- Il est indispensable, d'abord, de mettre en oeuvre les sanctions existantes de manière stricte et intégrale, face à la redoutable inventivité des réseaux nord-coréens pour contourner nos décisions et échapper à leurs effets. Chacun le sait, l'inégale mise en oeuvre des sanctions nuit en effet gravement à l'efficacité de notre action collective. Leur bonne application relève de la responsabilité de tous les États membres, à commencer par ceux qui siègent en ce Conseil.

- Nous devons aussi réagir systématiquement et avec détermination à toutes les provocations nord-coréennes afin de prévenir la poursuite de l'escalade et de préserver le régime de non-prolifération. Si elle s'obstine à braver nos injonctions et à ignorer nos appels à la raison, la Corée du Nord ne nous laissera ainsi pas d'autre choix que celui du renforcement des sanctions, étant entendu que les sanctions ne sont pas un objectif en soi : elles visent le régime pour ce qu'il fait et non pour ce qu'il est.

Monsieur le Président,

3/ La troisième et ultime priorité doit rester l'horizon de la diplomatie au service d'une solution politique. Nous ne fermons pas et n'avons jamais fermé la porte au dialogue ; tous nos efforts visent au contraire à convaincre Pyongyang de revenir à la table des négociations et d'accepter de négocier sur son programme nucléaire et balistique. Mais, force est de le constater, face à l'obstination de la Corée du Nord, seule une pression maximale peut aujourd'hui nous permettre de retrouver le chemin de la négociation.

Monsieur le Président,

La France est favorable bien sûr à une reprise des discussions, mais il appartient au régime nord-coréen de donner des signaux concrets de sa propre volonté de discuter. Et le plus tôt sera le mieux.

Monsieur le Président,

La conviction de la France, c'est que la pression maximale sur le régime nord-coréen est notre meilleur levier pour permettre un dialogue qui est lui-même la condition d'un règlement politique. À l'inverse tout ce qui serait perçu par le régime nord-coréen comme un aveu de faiblesse, ou l'expression de divisions entre nous, l'encouragerait à poursuivre ses provocations et accentuerait objectivement le risque d'une montée aux extrêmes.

Pour le dire simplement et nettement, la grande fermeté à laquelle la France appelle ce Conseil est donc notre meilleur antidote face au risque de guerre, et notre meilleur chance d'ouvrir la voie au dialogue et donc à la solution politique que nous recherchons.

Je vous remercie./.